



INFO TÜRK INFO - TÜRK INFO - TÜRK

bulletin mensuel • monthly bulletin • maandelijks bulletin

109

10ème année • 31, rue des Eburons - 1040 Bruxelles
 Edité en français et en anglais par le Collectif Info-Türk •
 Tél: (32-2) 2303472 • ISSN 0770-9664 • Dépot légal: 2198
 Abonnement annuel: 500 FB • CCP 000-1168701-45 - Bxl.



DOSSIER SUR LES PARTIS POLITIQUES DE TURQUIE

Est-ce qu'il y a vraiment un progrès vers le pluralisme politique en Turquie?

Les instances européennes se félicitent souvent "du fait que des élections locales aient été organisées en 1984 pour la première fois, les partis politiques ayant été autorisés à être plus largement représentés que lors des élections générales de 1983."

Néanmoins, le Parlement européen, dans sa dernière résolution du 23 octobre 1985, "reconnaissant qu'il n'est pas possible de considérer que la démocratie a été rétablie en Turquie, étant donné que les principaux partis politiques ne sont toujours pas représentés au Parlement, que d'éminentes personnalités politiques restent exclues de la vie politique active, que le parti communiste turc est toujours proscrit", a invité le gouvernement turc à lever toutes ces restrictions politiques.

Depuis lors, plusieurs anciens dirigeants politiques comme Demirel, Ecevit, Erbakan et Türkes sont arrivés à s'exprimer, malgré l'interdiction formelle, par le biais des nouveaux partis politiques constitués par leurs proches.

Bien entendu, tous ces nouveaux développements peuvent engendrer une satisfaction plus grande à propos du droit de s'engager dans la vie politique en Turquie. Pourtant, il ne faut pas oublier que tout ce progrès n'est pas la conséquence d'une démocratisation volontairement réalisée par les dirigeants actuels du pays, mais plutôt l'acquis des forces démocratiques de Turquie qui, avec le soutien des masses populaires, font reculer le régime d'Ankara qui a perdu toute sa crédibilité.

Quel que soit le niveau de ce progrès, les pratiques anti-démocratiques se poursuivent et une tranche importante de l'éventail politique, les partis marxistes ou kurdes, ne peuvent pas prendre leur place dans la vie politique légale.

Dans ce numéro de la 10ème année de publication du *Bulletin d'Info-Türk*, notre collectif fait l'état de la situation actuelle de la vie politique en Turquie tout en essayant de faire une esquisse de l'éventail politique, tant avant le coup d'état qu'après l'autorisation de constituer de nouveaux partis.

POURCENTAGES DES PARTIS POLITIQUES			
GAUCHE		DROITE	
Elections locales - 1977			
CHP (centre-gauche)	42,09	AP (centre-droite)	37,18
TIP (socialiste)	0,51	MSP (intégriste)	6,80
TBP (progressiste)	0,28	MHP (néo-fasciste)	6,73
SDP (socialiste)	0,02	DP (droite)	1,02
TSIP (socialiste)	0,23	CGP (droite)	0,53
Indépendants	4,61		
Gauche au total	47,74	Droite au total	52,26
Législatives partielles - 1979			
GAUCHE		DROITE	
CHP (centre-gauche)	29,14	AP (centre-droite)	46,83
TIP (socialiste)	0,71	MSP (intégriste)	9,70
TBP (progressiste)	1,18	MHP (néo-fasciste)	6,60
SDP (socialiste)	0,71	CGP (droite)	2,49
TSIP (socialiste)	1,31		
Indépendants	1,33		
Gauche au total	34,38	Droite au total	65,62
APRES LE COUP D'ETAT 1980			
GAUCHE		DROITE	
Législatives nationales - 1983			
HP (centre-gauche)	30,46	ANAP (droite)	45,15
Indépendants	1,12	MDP (droite)	23,27
Gauche au total	31,58	Droite au total	68,42
Elections locales - 1984			
GAUCHE		DROITE	
SODEP (centre-gauche)	23,40	ANAP (droite)	41,26
HP (centre-gauche)	8,78	DYP (héritier du AP)	13,35
Indépendants	1,34	MDP (droite)	7,11
		RP (intégriste)	4,76
Gauche au total	33,52	Droite au total	66,48
Sondage - Novembre 1985			
GAUCHE		DROITE	
SHP (centre-gauche)	32,76	ANAP (droite)	31,03
DSP (centre-gauche)	6,26	DYP (héritier du AP)	17,24
		MDP (droite)	6,89
		RP (intégriste)	3,71
Gauche au total	39,02	Droite au total	58,87

PARTIS POLITIQUES AVANT LE COUP D'ETAT MILITAIRE DE 1980

PARTIS DE GAUCHE:

PARTI REPUBLICAIN DU PEUPLE (CHP)

Formé au début de 1923 sous la direction de Mustafa Kemal Atatürk, il gouverna la Turquie jusqu'en 1946, comme parti unique et exerça une autorité dictatoriale. Il représentait l'alliance des propriétaires fonciers, de la bourgeoisie locale naissante et de la bureaucratie d'Etat. Les élections de 1950 furent désastreuses pour le CHP tandis que le Parti démocrate (DP), qui se posait comme le principal représentant de la bourgeoisie conserva une majorité écrasante jusqu'en 1960. Le coup d'état militaire de 1960 permit au CHP de retrouver une partie de son influence. Voyant le renforcement continu du mouvement de la classe ouvrière et le succès du Parti Ouvrier de Turquie (TIP) aux élections de 1965, le CHP adopta une politique de centre-gauche, et après la Convention de 1972, Bülent Ecevit remplaça Ismet İnönü, président du CHP depuis la mort d'Atatürk. Il dirigea la Turquie de 1961 à 1965, de 1973 à 1974 et de 1978 à 1979 en coalition avec les petites formations ou les députés indépendants.

PARTI COMMUNISTE DE TURQUIE (TKP)
ET SES APPARENTES

Le TKP est un des deux plus anciens partis politiques du pays. Fondé en 1921 à l'issue d'un congrès réuni à Baku, il fut lié à l'Internationale communiste. Juste après sa fondation, le TKP fut mis hors la loi par le pouvoir kémaliste et 15 leaders du parti furent assassinés en Turquie, les 28-29 janvier 1922. Depuis lors, le TKP resta toujours dans la clandestinité et ne put exercer, jusqu'en 1974 une influence profonde sur les couches populaires. Ses dirigeants s'installèrent dans les pays socialistes. Pourtant, après 1974, le TKP commença à influencer certaines organisations syndicales et démocratiques par le biais de ses sympathisants en Turquie, dont certains furent arrêtés suite au coup d'état militaire de 1980.

Le Parti Ouvrier de Turquie (TIP): Après l'adoption de la constitution de 1961, 12 leaders syndicaux, indépendants du TKP, constituèrent le Parti Ouvrier de Turquie (TIP) qui s'assura 15 sièges dans l'Assemblée nationale aux élections de 1965. Mais quelques années plus tard, à cause de divergences idéologiques, le TIP lui aussi perdit son influence sur l'électorat et fut interdit en 1971 par la Cour constitutionnelle en raison "d'activités séparatistes". Après l'amnistie générale de 1973, les membres et sympathisants du TIP se sont dispersés dans une série de partis ou de groupements politiques de tendances différentes. Le deuxième TIP qui a été fondé en 1975 par le dernier président de l'ancien TIP était un de ces partis. Il s'est approché plus tard de la ligne du TKP.

Le Parti Socialiste Ouvrier de Turquie (TSIP): Fondé en 1974 par un groupe des anciens activistes du TIP, proches de la ligne du TKP.

Le Parti communiste ouvrier de Turquie (TKOP): Fondé par un groupe des dirigeants du mouvement de la jeunesse des années 60 qui se sont approchés par la suite de la ligne du TKP.

Le Parti socialiste du Kurdistan turc (TKSP): Fondé en 1975 par certains membres d'origine kurde du TIP qui se sont rapprochés par la suite de la politique internationale suivie par le TKP.

Le Parti Ouvrier du Kurdistan (KIP): Fondé en même temps que le TKSP par des militants kurdes qui conteste la représentativité de ce dernier.

PARTIS DE GAUCHE D'AUTRES TENDANCES

Le Parti de la Révolution socialiste (SDP): Fondé en 1976 par un des présidents de l'ancien TIP. Il conteste la ligne du TKP. Proche de l'euro-communisme.

Le Parti du Travail de Turquie (TEP): Fondé en 1975 par un des anciens dirigeants du TKP dont il contestait la direction actuelle installée dans les pays socialistes.

Le Parti communiste de Turquie/Union (TKP/B): Fondé par une fraction du TSIP dont il considère la direction "pacifiste et légaliste".

Le Parti Ouvrier-Paysan de Turquie (TIKP): Fondé en 1975 par un groupe proche de la ligne des dirigeants actuels chinois.

Le Parti communiste révolutionnaire de Turquie (TDKP): Fondé par un groupe pro-albanais qui critique la ligne des dirigeants actuels chinois.

Le Parti communiste de Turquie/marxiste-léniniste (TKP/ML): Fondé par un groupe qui reste fidèle aux idées de Mao-tse Tung.

La Libération (Kurtulus): Fondé par un groupe des anciens leaders de la jeunesse. Attaché aux principes stalinien.

La Voie révolutionnaire (Dev-Yol): Indépendant de tout centre idéologique dans le monde. Cette tendance parmi tous les partis et groupements de gauche y compris le TKP et ses alliés, a été la plus représentative et la plus influente dans la population.

La Gauche révolutionnaire (Dev-Sol): Scission de Dev-Yol, elle prônait la propagande armée.

Il faut mentionner dans ce groupe aussi *la Voie du Peuple (HY)*, *l'Union du Peuple (HB)*, *l'Union marxiste-léniniste pour la propagande armée (MLSPB)*, *les Avant-gardes révolutionnaires du Peuple (HDO)* et *la Voie du Partisan (PY)* qui tous prônent la propagande armée, ainsi que *quelques groupes trotskystes*.

Par ailleurs, le Parti de l'Union de Turquie (TBP) était un des partis progressistes de l'époque. Il avait été fondé pour défendre les droits de la minorité Alévite.

PARTIS KURDES D'AUTRES TENDANCES

Alors que le TKSP et le KIP s'alliaient au TKP, sept autres organisations kurdes étaient en train de s'implanter dans le Kurdistan turc:

Le Parti Ouvrier du Kurdistan (PKK): Parmi tous les partis kurdes, il était le plus puissant et prônait la propagande armée.

La Libération nationale du Kurdistan (KUK): L'héritier du Parti démocratique du Kurdistan turc qui a pratiquement disparu.

Les cinq autres groupes kurdes s'appelaient *Rizgari*, *Ala Rizgari*, *Kawa*, *Denge Kawa* et *Tekosin*.

De tous ces partis politiques de gauche, seuls le CHP, le TIP, le TBP, le TSIP, le TEP, le SDP et le TIKP s'étaient inscrits en vue des élections. Les autres étaient soit formellement interdits, soit préféraient s'organiser dans la population comme associations socio-culturelles ou comités de rédaction qui s'appelaient autrement.

PARTIS DE DROITE:

Le Parti de la Justice (AP): Fondé en 1961, l'AP a été l'héritier politique du Parti démocrate (DP) qui, représentant de la bourgeoisie et des notables ruraux, avait gouverné la Turquie pendant dix ans, de 1950 en 1960 jusqu'à son interdiction.

L'AP a gouverné la Turquie tout seul pendant 5 ans, de 1965 à 1970. Le 12 mars 1971, les militaires l'ont forcé à quitter le pouvoir. Bien qu'il ait été battu aux élections de 1973 par le CHP, l'AP a gouverné le pays à plusieurs reprises, de 1975 à 1977 et de 1979 à 1980, en coalition avec les autres partis de droite. C'était encore l'AP qui était au pouvoir au moment du coup d'état de 1980.

Le Parti du Salut national (MSP) : Fondé en 1972 le MSP était en fait la continuation du Parti de l'Ordre national (MNP), interdit par la Cour constitutionnelle pour "activités anti-laiques". Suivant la ligne intégriste, le MSP était soutenu par des musulmans puritains aussi bien que par des notables provinciaux et la bourgeoisie locale d'Anatolie. Il a partagé le pouvoir avec le CHP de 1973 à 1974 et avec l'AP de 1975 à 1977.

Le Parti d'action nationaliste (MHP) : Le responsable principal des assassinats politiques de la période

avant le coup d'état de 1980, le MHP était la continuation du Parti républicain de la Nation paysanne (CKMP). C'était un parti centriste petit-bourgeois jusqu'au moment où l'ancien colonel néo-fasciste Alparslan Türkeş et ses compagnons s'en saisirent en 1965 par quelque basse manœuvre. D'abord soutenu par des commerçants de petites villes et de jeunes racistes, il a formé les unités de commandos para-militaires, "Loups Gris". Appuyé ensuite par la grande bourgeoisie qui voyait en lui un moyen d'intimider les forces démocratiques, il a participé aux gouvernements de coalition "Front nationaliste" de 1975 à 1977 et est arrivé à placer ses militants aux postes-clés de l'appareil de l'Etat.

Deux autres partis de droite de l'époque, le *Parti démocratique (DP)* et le *Parti de la Confiance républicaine (CGP)* ont pratiquement disparu de la scène politique avant le coup d'état de 1980 alors qu'ils avaient participé aux gouvernements de coalition avec les deux partis principaux, AP et CHP.

EVOLUTION DE LA VIE POLITIQUE APRES LE COUP D'ETAT

1. Dissolution du Parlement et arrestation des dirigeants politiques : La junte militaire a dissous le Parlement le 12 septembre 1980 et a suspendu également toute activité politique. Les premières arrestations arbitraires ont touché les dirigeants politiques. Les leaders des partis parlementaires ont été gardés à vue à plusieurs reprises, alors que les dirigeants des partis marxistes étaient arrêtés et traduits devant les tribunaux militaires. Certains de leurs dirigeants ont pu quitter le pays et ont obtenu le statut de réfugiés politiques à l'étranger.

2. Dissolution de tous les partis politiques : Alors que la deuxième année de régime militaire démarrait avec la nomination des 160 membres de la soi-disante "Assemblée consultative" chargée de préparer la nouvelle constitution, tous les partis politiques ont été officiellement dissous par la junte militaire. Les biens des partis politiques ont été saisis par les militaires.

3. Nouvelle législation sur les partis politiques : La nouvelle constitution adoptée le 7 novembre 1982 a d'abord défini une série de restrictions sur la vie politique. Une loi adoptée par la junte militaire a détaillé toutes ces restrictions comme suit ;

"Les partis politiques ne peuvent prôner une autre doctrine que celle d'Atatürk." Cela veut dire que la fondation des partis politiques sur la base de classe, d'éthnie, de groupe linguistique est interdite, parce que la doctrine d'Atatürk connaît une seule nation turque sans classes et sans différences ethniques et linguistiques.

"Les juges et procureurs, les membres des organes judiciaires, le personnel enseignant, les agents de l'Etat, d'institutions ou d'établissements publics, les étudiants et les membres des forces armées ne peuvent adhérer à des partis politiques."

"Les organisations syndicales ne pourront participer à la vie politique, puisqu'ils n'ont le droit ni d'établir des liens avec des partis, ni de soutenir un parti politique, ni de faire élire un de leurs dirigeants à un poste de dirigeant politique ou de parlementaire."

"Les partis politiques ne pourront se prévaloir de tendances communiste, fasciste, national-socialiste, théocratique ou séparatiste et ne seront autorisés à avoir le moindre lien avec les associations et syndicats ni à en recevoir des fonds.

"Les personnes condamnées dans le passé pour délits de droit commun ou "idéologique" ne pourront devenir membres d'un parti."

"La loi interdit également à tout ancien parle-

mentaire de postuler ou accéder pendant cinq années à une quelconque responsabilité au sein des nouvelles formations."

"Qui plus est, les anciens dirigeants politiques sont interdits d'activité politique pendant dix ans. L'interdiction est étendue aux présidents, secrétaires généraux et membres des bureaux nationaux ou régionaux des anciens partis politiques jusqu'à la date du coup d'état."

4. Formation de nouveaux partis politiques : La junte militaire, après avoir défini les limites des activités politiques, a autorisé les nouveaux partis politiques à se faire connaître à partir du 16 mai 1983.

Le général Evren a déclaré plusieurs fois avant cette date que le nouveau système parlementaire ne pourrait fonctionner efficacement qu'avec l'existence d'un parti fort, de majorité, alors qu'un deuxième parti encore Atatürkiste joue le rôle d'opposition. Mais, malgré toutes les précautions strictes prises par les militaires, les forces dynamiques de la société se sont manifestées sur la scène politique tout en utilisant la moindre possibilité légale.

La fondation du premier nouveau parti a été annoncée le 16 mai par un homme de confiance de la junte, le général en retraite bien connu pour ses idées fascisantes, Turgut Sunalp.

Pourtant, malgré la propagande bien organisée en faveur du Parti de la Démocratie nationaliste (MDP), ce fut le Parti de la Grande Turquie (BTP) qui a été accueilli avec une grande enthousiasme par les rangs du Parti de la Justice (AP) dissous.

En même temps, un troisième parti de droite a été lancé par l'ancien vice-premier des gouvernements militaires, Turgut Ozal, qui est l'auteur et l'exécutif des fameuses décisions économiques draconiennes du 24 janvier.

La décision de l'ancien premier Demirel "d'apporter son soutien au BTP" a donné le coup de grâce au schéma du général Evren. La réponse d'Evren n'a pas tardé et la junte militaire a annoncé la dissolution de ce tout nouveau parti dès le 31 mai 1983. Le même décret prévoyait l'exile et la résidence surveillée pour les deux principaux fondateurs du BTP, ainsi que Demirel et 13 autres anciens politiciens.

Par ailleurs, le champ des interdictions politiques s'est élargi; les dirigeants des fédérations au niveau des provinces et des districts des partis dissous, ainsi que tous les anciens maires élus, ne pouvaient plus devenir fondateurs ou dirigeants des nouveaux partis.

Afin d'éviter tout dérapage du contrôle des nouveaux partis, la junte a rendu public le 13 juin 1983, la nouvelle loi électorale ajoutant toute une série de nouvelles restrictions;

- En plus du pouvoir de veto sur les fondateurs et dirigeants des nouveaux partis politiques, la junte militaire s'est arrogé non seulement le droit de répudier les candidats-députés que ces partis présenteront aux élections, mais s'est aussi arrogé le droit de veto sur les députés élus.

- Par ailleurs, ont été interdits de se porter candidats ceux qui n'ont pas obtenu leur diplôme d'études primaires; ceux qui sont interdits de fonctions publiques; ceux qui ont dévié des secrets d'Etats; ceux qui ont commis des délits politiques et idéologiques.

La loi électorale prévoyait aussi un système qui ne permet pas à plusieurs partis de siéger dans le parlement, ceci, en établissant un double barrage.

Malgré toutes ces restrictions, les masses populaires qui votaient pour les partis de gauche dissous, se sont mis à chercher un nouveau parti politique, à travers lequel, ils pourraient manifester leur mécontentement vis-à-vis du régime militaire, et exprimer leurs revendications urgentes.

Mais à l'ouverture de la période de l'enregistrement des nouveaux partis, les rangs du CHP se sont trouvés dans un désordre total, parce que, contrairement à la position déterminée de Demirel, le leader du CHP Bülent Ecevit a montré une fois de plus sa faiblesse. Au lieu d'orienter les cadres de son ancien parti vers une cible unique, Ecevit a préféré assister personnellement aux réunions de l'Internationale socialiste, avec la permission spéciale de la junte militaire pour essayer de persuader ses collègues européens de modérer leurs critiques à l'égard du régime d'Ankara.

Depuis que ce comportement d'Ecevit a fortement déçu les masses populaires qui s'attendaient à une direction ferme et décidée, les cadres de l'ancien CHP ont pris des initiatives différentes pour créer un parti de centre gauche.

Profitant de ce désarroi, Necdet Calp, ancien haut fonctionnaire qui a été au service du régime militaire jusqu'au dernier moment, a fondé le Parti populiste (HP).

Mais les chances de ce parti considéré par la presse comme un "bébé éprouvette" se sont totalement dissipées quand il est apparu clairement fin mai, que le centre-gauche se regrouperait malgré toutes ses divisions, autour du professeur Erdal İnönü, fils d'İsmet İnönü, compagnon d'armes de Kemal Atatürk et second président de la République.

Pourtant, bien que son nom soit le *parti de la Social-démocratie* (SODEP), ce deuxième parti aussi bien par la personnalité de ses certains fondateurs et dirigeants que par son programme, était loin d'être l'héritier du mouvement social-démocrate. Avant même la fondation officielle du parti, Erdal İnönü a déclaré que "le respect et la soumission à la Constitution et aux lois seront notre principe fondamental", promettant ainsi de restreindre leurs activités aux limites imposées par la junte.

Les milieux d'affaires étaient si satisfaits de la tournure des événements, que le quotidien de droite *Tercüman* a rassemblé dans son édition du 13 juin, les points communs des programmes de quatre partis, MDP, ANAP, HP et SODEP, et a titré: "Nous sommes unis comme un poing contre l'extérieur!"

Alors que 15 partis politiques étaient constitués après l'adoption de la nouvelle loi, le BTP a été formellement dissous et 11 autres ont été privés du droit de s'inscrire aux élections, à la suite de l'obstruction faite par la junte. La loi électorale stipulait que pour pouvoir participer aux élections législatives, un partis

politique devait disposer d'au moins 30 fondateurs qui ne se soient pas heurtés au veto du Conseil national de la Sécurité. Jusqu'à la date-limite du 25 août 1983, la junte a opposé son veto à 453 des 750 fondateurs de partis, sans la moindre justification concrète.

Ainsi, par exemple, deux influents partis, le SODEP et le Parti de la Juste Voie (DYP), qui a succédé le BTP avec le soutien de Demirel, ont perdu la possibilité de participer à des élections, alors que trois partis ayant la confiance de la junte militaire, le MDP, le ANAP et le HP étaient autorisés à s'inscrire en vue des élections.

Toutefois, même les candidats de ces partis "favorisés" n'ont pu obtenir l'entière confiance des généraux qui ont radié 89 candidats du HP, 81 du ANAP et 74 du MDP.

Parmi ces trois partis ayant la confiance de la junte, c'était le MDP de l'ancien général Turgut Sunalp qui était le plus favorisé par la junte. Pourtant, lors de la campagne électorale, Ozal faisait meilleur figure que Sunalp. Sur ce, persuadé que sa "popularité" existait toujours, le général Evren apparut sur le petit écran en adressant à l'électeur un appel à peine voilé pour qu'il soutienne le MDP.

En fait, un an auparavant, plus de 90 pc de l'électorat, privé d'alternative et soumis à l'intimidation, votait en faveur de l'élection du général Evren au poste de "Président de la République". Mais un an plus tard cette image avait volé en éclats. Le vote émis par le peuple de Turquie, le 6 novembre 1983, ne traduisait pas en effet sa confiance en l'un ou l'autre des trois partis "privilegiés", mais se voulait tout au contraire une gifle à la figure du général Evren. Alors que l'ANAP obtenait 211 sièges à l'Assemblée nationale avec 45,15 pc des votes et le HP 117 sièges avec 30,46 pc, le "préféré" du général Evren, le MDP a dû payer la note des trois années de répression en n'obtenant que 71 sièges avec 23,27 pc des votes.

L'aspect le plus paradoxal du résultat des élections résidait dans le fait que c'était le vainqueur qui, en réalité, fut le principal auteur et commanditaire des mesures économiques draconiennes imposées par le FMI: Turgut Ozal. Bien que les militaires eussent préféré confier le gouvernement civil à leur compagnon Turgut Sunalp, empêcher la participation de l'ANAP aux élections, les milieux financiers internationaux obligèrent les militaires à autoriser Ozal à participer aux élections générales. Il est clair qu'Ozal a mieux réussi que Sunalp à recruter un *brain trust* jeune et bien formé jouissant de la confiance des milieux d'affaires.

Aux élections locales tenues le 25 mars 1984, le parti d'Ozal, en obtenant 41,26 pc des suffrages et en prenant le contrôle de l'administration locale dans 54 des 67 chefs-lieux de province, a renforcé son pouvoir.

Pourtant, cette deuxième élection après le coup d'état a été un deuxième coup porté au schéma politique des militaires. A l'issue de ce scrutin, les trois partis privilégiés ont sans exception vu fondre leur audience auprès des masses. Trois autres partis qui avaient été exclus des élections législatives, le SODEP, le DYP ainsi que le Parti du Bien-être (RP), une petite formation intégriste, ont été autorisés cette fois-ci à se présenter d'une façon spectaculaire.

Les trois partis "favorisés" n'ont recueilli que 10 millions, soit 57,15 pc contre 98,88 pc en 1983 (17,1 sur 17,6 millions), alors que les trois partis contestataires obtenaient 7,3 millions, soit 41,51 pc.

Le parti d'Ozal a perdu 560.335 voix, soit un recul de 3,89 pc par rapport en 1983. Le recul enregistré par les deux autres partis favoris de la junte, s'est traduit par une véritable catastrophe pour ceux-ci. Le MDP est retombé de 23,37 pc, en 1983 à 7,11 pc

perdant 2,7 de ses 4 millions de voix. Quant au HP, il a chuté de 30,46 à 8,78 pc ce qui lui valut de perdre 3,7 des 5,2 millions de voix recueillies précédemment.

Ainsi, le caractère non-représentatif du nouveau parlement turc est apparu plus clairement après les élections locales. Depuis lors, ce fait a été une des préoccupations fondamentales des forces démocratiques de Turquie ainsi que des institutions européennes. En effet, le Parlement européen, dans sa résolution toute récente, du 23 octobre 1985, a déclaré qu'il "n'est pas possible de considérer que la démocratie a été rétablie en Turquie, étant donné que les principaux partis politiques, en particulier le SODEP et le DYP ne sont toujours pas représentés au parlement, que d'éminentes personnalités politiques comme MM. Demirel et Ecevit restent exclus de la vie politique active et que le parti communiste turc est toujours proscrit".

Quant au Conseil de l'Europe, le rapporteur de sa commission politique a estimé que "le Parlement turc ainsi élu représente une anomalie qui ne pourra disparaître que par de nouvelles élections."

Pourtant, celle-ci subsistera tant que la Constitution restera en vigueur, puisqu'elle interdit tout réel pluralisme politique, comme il a été expliqué en détail plus haut.

Un changement radical dans la constitution exige d'abord une majorité des 2 tiers dans l'Assemblée nationale et puis, le remplacement du général Evren par un nouveau président de la République issu de cette majorité démocratique.

D'après la Constitution, les élections législatives prochaines auront lieu en 1988 alors que le mandat du général Evren se terminera en 1989.

Toutefois, les forces démocratiques de Turquie, jusqu'à ces dates, tout en utilisant les moyens légaux, donc très restreints, entament plusieurs démarches pour se manifester sur la scène politique et pour se préparer aux élections prochaines dans l'objectif de modifier la Constitution et ainsi d'instaurer un régime démocratique conforme à la Convention européenne des droits de l'Homme.

Il faut rappeler tout de suite que la gauche marxiste ainsi que le mouvement kurde sont formellement mis hors la loi et privés du droit de s'organiser au plan légal et électoral. Donc, il n'est pas encore possible de parler d'une ouverture conforme aux règles du jeu politique. Il paraît que la gauche de l'éventail politique qui est en train de se former sera toujours incomplet au moins jusqu'en 1988.

Maintenant nous essayerons d'esquisser l'éventail politique actuel de Turquie et de faire connaître ses composantes.

PARTIS DE DROITE

Pour le moment, le Parti de la Mère-patrie (ANAP) figure dans la droite de l'éventail politique comme le plus puissant. En profitant du manque de concurrents sérieux aux élections de 1983, il a pu obtenir la majorité absolue à l'Assemblée nationale et jouit du soutien financier, économique et politique des milieux d'affaires nationaux et internationaux.

Au cours de la campagne électorale de 1983, Turgut Ozal avait réussi de regrouper au sein de son parti les électeurs de trois partis de droite défunts le Parti de la Justice (AP), le Parti du Salut national (MSP), et le Parti d'Action nationaliste (MHP), ainsi qu'une certaine partie des électeurs du Parti républicain du Peuple (CHP).

Il est vrai qu'en l'absence d'une véritable représentation de ces tendances, respectivement libérale, intégriste, néo-fasciste et social-démocrate, sur la scène parlementaire, Ozal avait réconcilié dans le cadre de

l'ANAP ces quatre tendances antagonistes. Mais le noyau dur de son parti était composé d'anciens activistes des partis intégristes et néo-fascistes.

Suite aux élections locales de 1984, incapable de garder le soutien populaire à cause de la concurrence du DYP et du SODEP, l'ANAP se trouva subitement entraîné dans un bouleversement général. En effet à cause de la montée rapide de l'inflation, la popularité d'Ozal était en chute libre. A telle enseigne que même la presse quotidienne proche du grand capital a lancé une campagne de critiques à l'égard de la politique économique du gouvernement en dramatisant les effets du taux élevé d'inflation. Là-dessus, le général Evren qui avait été obligé de nommer Ozal comme Premier ministre en 1983, a tenté à plusieurs reprises de faire porter à Ozal la responsabilité de toutes les décisions économiques impopulaires en se référant aux plaintes venant de la population: "Si le président de la République intervient dans la politique économique du gouvernement, celle-ci sera alors considérée comme la politique du Président de la République. De plus, si j'interviens dans la politique économique du gouvernement, ils pourront prétendre, au cas où la situation viendrait à se détériorer, que ceci est dû à l'intervention du Président de la République".

Les difficultés rencontrées par Ozal se sont encore aggravées, surtout par suite des conflits opposant les quatre tendances antagonistes au sein de son parti. Pour pouvoir maintenir l'association de ces tendances, Ozal a été obligé de remanier quelques fois son cabinet ministériel. Mais le premier congrès de l'ANAP, tenu en avril 1985, a dévoilé les conflits de façon irréfutable entre les différentes tendances.

Alors que certains dirigeants-fondateurs de l'ANAP issus des partis de droite défunts gardaient leur poste au gouvernement ou bien au comité administratif de l'ANAP, on constate dans la base un fort glissement des cadres du parti vers d'autres partis qui se prévalent les véritables héritiers des anciens.

Un sondage d'opinion récent a démontré que l'ANAP est tombé de 45,15 en 1983 à 31,03 en novembre 1985.

Dans la crainte de perdre sa majorité absolue à l'Assemblée nationale même avant les élections prochaines à cause d'une éventuelle démission de ses certains députés proches actuellement du DYP, Ozal s'est livré à des manœuvres politiques pour récupérer certains députés du MDP qui sont désespérés de la situation de leur parti qui est en voie de disparition.

DYP (Parti de la Juste-Vote): Ouvertement soutenu par l'ancien premier Demirel, il se prétend l'héritier légitime du Parti de la Justice (AP). Pourtant, aux élections locales de 1984, il n'a pu obtenir que 13,35 pc des voix alors que le dernier score électoral de l'AP avant le coup d'état de 1980 était de 47,84 pc. Déçu de cette faible performance du DYP, Demirel a suggéré aux dirigeants de changer leur président au congrès tenu en mai 1985. Des deux candidats à la présidence, l'avocat Hüsamettin Cindoruk et l'homme d'affaires Mehmet Yazar, ce fut le premier qui obtint le soutien de Demirel et fut placé à la tête du parti. Pourtant, depuis le congrès, le nouveau président n'a pas encore réussi à attirer les anciens électeurs du AP au DYP. Quelques élections locales partielles faites récemment ont démontré une fois de plus que le DYP est toujours très loin d'arriver au niveau de l'ANAP.

Le sondage d'opinion récent ne lui reconnaît qu'un pourcentage de 17,24 qui est plus élevé de quelques points que son score en 1984.

Comme dernier remède pour surmonter cette stagnation, Demirel a pris récemment l'initiative de ses propres mains et, tout en défiant l'interdiction de faire des déclarations politiques, a commencé à don-

ner des interviews à la presse et à effectuer des visites significatives aux fiefs anciens de son parti défunt.

MDP (Parti de la démocratie nationaliste): Etant donné que la présidence d'un ancien général, homme de confiance du général Evren, avait entraîné le parti à une défaite irrémédiable, les cadres du MDP eux aussi ont recouru au même remède au cours de leur premier congrès tenu en juillet 1985: Un ancien bureaucrate, Ulkü Söylemezoglu a été élu à la présidence du parti avec 425 voix contre 198 à Sunalp.

Il est évident que le changement de président seul n'était pas suffisant pour changer le destin d'un parti politique qui n'a pas un soutien extérieur comme celui du DYP.

La nouvelle direction du MDP, a décidé toute de suite d'entamer des pourparlers avec la nouvelle direction du DYP en vue de fusionner les deux pour attirer tous les électeurs de l'AP défunt, partagés actuellement entre trois partis. La proposition a été bien accueillie au début par la direction du DYP et une série d'entretiens ont été faits. Mais tous ces efforts n'ont pas encore abouti à un résultat concret, à cause du comportement des dirigeants du DYP qui exige que le MDP se fonde en son sein.

Un sondage d'opinion récent ne lui reconnaît qu'un pourcentage de 6,89 alors qu'il était de 23,27 en 1983. S'il ne peut pas arriver à une fusion avec le DYP, le parti "préféré" du général Evren disparaîtra définitivement de la scène politique de Turquie aux élections prochaines. Un éventuel transfert de certains députés à l'ANAP accélérera sans doute cette procédure de disparition.

RP (Parti du Bien-être): Héritier du parti intégriste MSP défunt, le RP, malgré son score faible (4,76pc) aux élections locales de 1984, continue à attirer les électeurs religieux qui avaient voté pour l'ANAP en 1983 et en 1984.

Son premier congrès tenu en juillet 1985 a été plus spectaculaire que ceux des autres partis politiques. Ses délégués dont la majorité étaient en tenue et coiffure religieuses ont manifesté leur volonté de promouvoir les valeurs traditionnelles et religieuses et de lutter pour faire sauter toute barrière laïque imposé par l'Etat devant le progrès du mouvement islamique.

Dirigé par Ahmet Tekdal, le RP jouit du soutien total de Necmeddin Erbakan, président de l'ancien parti intégriste MSP. Ce dernier, tout en défiant, comme Demirel, l'interdiction de déclaration politique, a commencé à se prononcer devant le grand public et à donner des interviews à la presse en vue de soutenir le RP.

Malgré le fait qu'il est contesté par un autre parti intégriste, le *Parti de la Démocratie réformatrice (IDP)*, qui a également tenu récemment un congrès aussi spectaculaire que le sien, le RP paraît comme le représentant principal du mouvement intégriste dans l'éventail politique.

MCP (Parti du Travail nationaliste): Alors que les dirigeants du parti néo-fasciste défunt, MHP, sont toujours jugés devant un tribunal militaire, cette tendance a fait une résurrection inattendue avec le premier congrès de ce nouveau parti politique.

Constitué par certains activistes (Loups gris) du MHP en 1983, sous la dénomination de Parti conservateur (MP), ce parti ne s'est jamais manifesté au grand public jusqu'à ces derniers jours.

Pourtant, dans la presse turque, circulaient les rumeurs que les Loups Gris infiltrés dans l'ANAP auraient commencé, après les confrontations des différentes tendances antagonistes au sein de ce parti, à s'orienter vers le MP.

Après la mise en liberté de l'ancien colonel Turkes,

leader du MHP défunt, les Loups gris ont repris leur activité par le lancement des publications, l'organisation des réunions et des fêtes.

Le point culminant de cette remontée du mouvement néo-fasciste sur la scène politique légale a été le premier congrès du MP au cours duquel la dénomination du parti a été transformée au cours duquel la dénomination du parti a été transformée au *Parti du Travail nationaliste (MCP)*. En scandant des slogans propres au mouvement néo-fasciste, les congressistes ont adopté comme symbole un croissant encerclé par neuf étoiles représentant les neuf principes des Loups gris. Le Congrès sauté par Alparslan Türkeş dans un message chaleureux a élu à la présidence du parti, Ali Koç, un des anciens chefs des Loups gris.

Ainsi, le mouvement néo-fasciste a pris sa propre place dans le nouvel éventail politique de Turquie. Un fait qui gêne sans doute d'abord l'ANAP dont le noyau dur ainsi qu'une partie importante des électeurs avaient été recrutés parmi les Loups gris. Egalement c'est une menace sérieuse contre les forces démocratiques de Turquie dont les membres furent victimes par milliers de la violence politique des Loups gris. La grande bourgeoisie a déjà fait la preuve qu'elle n'hésite jamais à utiliser ces bandes de terreur comme une force de frappe et d'intimidation quand elle ne peut pas empêcher le progrès des forces démocratiques par les moyens parlementaires.

PARTIS DE GAUCHE

Comme il a déjà été expliqué plus haut, la junte militaire, dans son projet de "démocratie" militariste, avait prévu un parti de "gauche" qui aurait fonctionné dans les limites imposées par la nouvelle constitution.

Alors qu'aux élections législatives de 1983 le Parti populiste (HP) jouait ce rôle, quelques mois plus tard, avec la participation du Parti de la Social-démocratie (SODEP) aux élections locales tout a changé.

La défaite désastreuse du HP et le succès du SODEP ont été un grand coup aux députés de celui-là qui est devenue une "opposition" parlementaire n'ayant pas une base populaire solide.

De plus, le président du Parti républicain du peuple (CHP) défunt, Bülent Ecevit a annoncé qu'il ne reconnaît aucun de ces deux partis comme représentant du mouvement social-démocrates et que les vrais sociaux-démocrates constitueraient leur propre parti, le Parti de la Gauche démocratique (DSP).

Pris de panique devant ces deux défis, certains parlementaires ainsi que les dirigeants locaux du parti se sont mis à chercher une solution pour sortir de l'impasse. Dans cette confusion, le secrétaire général du parti, Aydın Güven Gürkan a lancé l'idée de fusion avec le futur parti annoncé par Ecevit.

Cette proposition a été bien accueillie par la base du parti et au premier congrès tenu en juillet 1985, les congressistes ont renversé le fondateur du parti et ont élu Gürkan à la présidence en le chargeant de prendre des initiatives en vue d'une fusion avec le DSP.

Mais toute démarche dans ce sens a été catégoriquement repoussée par Ecevit qui affirme que son futur parti serait le seul représentant du mouvement social-démocrate. Déçu de l'attitude d'Ecevit, Gürkan n'a pas tardé à se mettre en contact avec le leader du SODEP, Erdal İnönü.

Le premier congrès du SODEP, tenu en Juin 1984, avait lui-aussi adopté la décision de principe en vue de la fusion de différents partis sociaux-démocrates.

Dès leur premier entretien, les deux leaders issus de la carrière académique, ont fait la preuve d'une

conciliation inconnue jusqu'alors dans la vie politique de Turquie et se sont mis d'accord pour entamer toutes les initiatives en vue de réaliser la fusion des deux partis et pour surmonter toutes les difficultés qui pourront apparaître à cause des obstacles constitutionnels ou bien des hostilités survenues au cours de la campagne électorale entre les partisans des deux partis.

Dans un court laps de temps, les deux partis ont réuni leurs instances administratives et leurs congrès extraordinaires et ont concrétisé leur fusion au début de novembre 1985 sous l'appellation de *Parti populaire social-démocrate (SHP)*.

La fusion des deux partis, malgré certains litiges locaux par-ci par-là, a été accueillie avec un grand enthousiasme par les électeurs qui avaient voté pour le CHP avant le coup d'état.

La campagne du duo İnönü-Gürkan, au cours desquelles ils ont appelé tous les socio-démocrates à la réunification, ont joué un rôle important en vue de concrétiser le rapprochement des cadres des deux partis dans les provinces.

La preuve irréfutable du succès de ce nouvel élan est le score obtenu aux élections locales partielles de deux districts par les candidats uniques des deux partis de gauche. Alors que le candidat du SODEP avait été élu maire d'Emirdag en septembre 1985, en obtenant 50 pc des votes, le candidat du SHP a été élu, après la fusion, à la tête de la municipalité de Sarayköy, le 17 novembre, avec 57,45 pc des votes.

Suite à ces victoires locales, la presse turque a commencé à parler de l'éventualité d'une victoire écrasante de la gauche aux élections législatives de 1988.

De plus, depuis la fusion de deux partis, 84 députés du HP à l'Assemblée nationale sont devenus les députés du SHP qui jouit d'un soutien massif des sociaux-démocrates.

D'après le calendrier établi entre les deux composantes du parti uni, le SHP sera présidé jusqu'en mai 1986, par Aydın Güven Gürkan alors qu'İnönü reste conseiller du président. Après avoir tenu tous les congrès provinciaux, le SHP tiendra son congrès national et les nouveaux congressistes choisiront le président du parti entre İnönü et Gürkan, si les deux posent leurs candidatures.

Pourtant, selon les rumeurs circulant dans les milieux sociaux-démocrates, İnönü et Gürkan assumeraient respectivement les postes de président et de secrétaire-général après ce Congrès. Les mêmes milieux estiment également qu'en cas de victoire électorale, İnönü sera candidat à la présidence de la République, alors que Gürkan assumera le poste de premier ministre.

Sans doute, la concrétisation de tous ces espoirs dépendent d'une saine cohésion des deux composantes du SHP, d'une prise de position plus ferme et cohérente en ce qui concerne les droits de l'Homme ainsi que de l'échec des initiatives concurrentes de l'ancien leader du CHP Bülent Ecevit.

LE PHENOMENE ECEVIT

En 1983, alors qu'il avait en main toutes les chances de rassembler les membres de son parti défunt, le CHP, en un nouveau parti politique, Ecevit avait raté cette occasion en refusant toutes les propositions et suggestions venant de ses anciens collaborateurs et sympathisants. Comme expliqué plus haut, au lieu d'entamer des démarches dans ce sens, il avait préféré se montrer uniquement dans les réunions de l'Internationale Socialiste à l'étranger et ne compter que sur leur solidarité.

Mais les masses social-démocrates n'ont pas tardé à se mobiliser et à trouver des personnalités pour diriger leur mouvement.

Fâché de cette évolution des choses, Ecevit a essayé d'abord de discréditer les deux nouveaux partis sociaux-démocrates en les accusant d'œuvrer dans le champ limité d'un régime exceptionnel, tout en oubliant qu'il en profitait également pendant que lui et son épouse voyageaient à l'étranger avec la permission de la junte militaire.

Comme cet argument ne tenait pas debout, Ecevit a tenté ensuite de dresser les cadres des deux partis l'un contre l'autre pour pouvoir empêcher leur fusion éventuelle. Cette tentative s'est soldée elle aussi par un échec.

Là-dessus, juste après la fusion du HP et du SODEP, alors que la gauche applaudissait à la création du SHP, le parti unique de la social-démocratie, les Ecevit ont annoncé la constitution d'un parti concurrent, le *Parti de la Gauche Démocratique (DSP)*.

Les Ecevit affirment que le SHP aurait été fondé par certains politiciens sans tenir compte de la base social-démocrate. Or, tout le monde sait très bien que tous les documents fondamentaux du DSP ont été rédigés par Ecevit seul et que le rôle de l'assemblée constituante du parti se limite à entériner des décisions préétablies. L'élection de Mme Ecevit comme présidente du nouveau parti en est une autre preuve.

Ecevit accuse également les deux autres partis d'avoir des députés élus des manières anti-démocratiques. Ceux-ci n'étaient pas représentatifs. Or, les Ecevit n'ont pas tenu compte de cet argument quand ils ont transféré quatre de ces députés à leur propre parti. Qui plus est, ces quatre députés ont été intégrés dans l'Assemblée constituante du DSP.

Le 7 décembre, le DSP a quatre sièges au Parlement alors que le SHP en a 84, l'ANAP 208, le MDP 53 et 44 députés restent indépendants.

Les sondages d'opinion récents démontrent que le DSP d'Ecevit n'a que 6,26 pc d'opinion favorable alors que le SHP en a 32,76 pc.

Avec une chance minime de succès électoral dans l'avenir, cette concurrence d'Ecevit ne servira qu'à diviser des votes de gauche permettant ainsi le maintien du pouvoir de droite en Turquie.

Quant au soutien de l'Internationale Socialiste à Ecevit, jusqu'à maintenant, il ne s'agit que d'une solidarité à un ancien camarade, victime de la répression.

Mais après la formation des partis sociaux-démocrates en Turquie, leurs homologues dans le monde devront prendre en considération les réalités de ce pays et manifester leur solidarité non dans le souci de soutenir une ancienne connaissance, mais en vue de contribuer au développement du mouvement social-démocrate, une des composantes principales des forces démocratiques de Turquie.

LA GAUCHE EXTRA-PARLEMENTAIRE

Comme il est expliqué en détail plus haut, la gauche marxiste, toujours considérée hors-la-loi par le régime actuel, ne peut pas encore monter sur la scène parlementaire, ni s'organiser légalement.

Il paraît que jusqu'à la modification radicale de la Constitution, elle devra s'implanter dans les masses populaires par le biais des organisations démocratiques et soutenir les formations politiques légales, en vue d'assurer une majorité de 52 tiers au parlement futur, qui pourra modifier la constitution et mettre fin à la gestion arbitraire du général Evren et des militaires.

Comme cible principale de la répression de 5 ans au cours de laquelle des dizaines de milliers de ses militants ont été arrêtés, torturés, emprisonnés, privés des droits politiques et civils, la gauche se trouve dans une situation de faiblesse.

De plus, dans les conditions de clandestinité, les

querelles entre les différentes fractions de chaque organisation les ont affaibli. Chaque organisation a souffert des scissions et des abandons.

Alors que les dirigeants arrêtés de chaque organisation subissaient des sévices de vie dans les cachots militaires, la plupart des dirigeants qui ont pu s'enfuir et se réfugier dans les pays occidentaux, ont essayé de consolider leur contrôle sur leur organisation tout en déclarant "exclus" leurs opposants au sein du parti.

Pendant les cinq ans de la répression militaire, même les partis appartenant à la même ligne politique n'ont pu réaliser une fusion entre eux. Quelques initiatives dans ce sens se sont soldées par un échec.

Le plus ancien parmi eux, le *Parti communiste de Turquie (TKP)* s'est divisé lui aussi en deux. Sa section d'Angleterre a proclamé son indépendance sous la dénomination de *TKP/İşçinin Sesi (Voix Ouvrière)*.

Suite à cette division, les dirigeants du parti ont entamé une nouvelle initiative en 1984 en vue de regrouper d'autres partis politiques de la même ligne au sein d'une alliance: *l'Union de gauche*. A cet appel, le *Parti Ouvrier de Turquie (TİP)*, le *Parti Socialiste Ouvrier de Turquie (TSİP)*, le *Parti Communiste Ouvrier de Turquie (TEKP)*, le *Parti Socialiste du Kurdistan Turc (TKSP)* et le *Parti Ouvrier Avant-garde du Kurdistan (PPKK-l'ancien KİP)* se sont formellement alliés au TKP. Alors que trois d'entre eux, le TKP, le TİP et le TSİP avaient déjà annoncé avant le coup d'état leur intention de fusionner en un parti marxiste-léniniste unique, ils ne sont pas encore arrivés à ce stade, et le TKP, en agissant comme seul parti marxiste-léniniste de Turquie, continue à présenter les autres partis comme ses "alliés de gauche" aux forums internationaux des partis communistes du monde.

Dans son article paru dans la *Nouvelle Revue internationale* de septembre 1985, journal théorique des partis communistes du Monde, le Secrétaire général du TKP résume la position de son parti comme suit: "La presse bourgeoise exprime de manière différente l'idée que le pays a besoin d'un parti communiste, équidistant des deux systèmes sociaux et opposé au marxisme soviétique. La meilleure réponse à cet argument est de continuer à renforcer l'unité du mouvement communiste mondial sur la base du marxisme-léninisme et de l'internationalisme prolétarien, au nom de la paix et du progrès social. Notre parti contribue à cette lutte en travaillant pour appliquer de façon créative le marxisme-léninisme en Turquie, en

renforçant son influence sur le mouvement de gauche et en favorisant l'internationalisme prolétarien par opposition au nationalisme et chauvinisme. Nous popularisons les réussites historiques de l'Union Soviétique et des autres pays socialistes et montrons le rôle décisif qu'ils jouent dans le monde d'aujourd'hui."

Quant aux autres partis de gauche dont les noms ont été déjà cités plus haut, une tentative de constituer "Le Front Uni de Résistance anti-fasciste" (FKBDC) avec la participation du *Dev-Yol*, du *PKK*, du *TEP*, du *TKEP*, de la *Voix Ouvrière (TKP/İS)* s'est soldée par un échec, après quelques actions communes en Europe.

Comme ces cinq groupes, les autres, notamment le *TDKP*, le *TKP/ML*, le *TKP/B*, *Kurtulus*, le *Dev-Sol*, le *KUK*, le *TIKP*, essaient eux aussi de se faire entendre par le biais des publications éditées par leurs dirigeants ou des actions ponctuelles surtout dans les pays étrangers d'accueil.

Bien entendu, il est impossible d'évaluer les forces perdues de chaque organisation, et de déterminer leur capacité à rassembler des forces pour les luttes futures. La plupart des cadres de la gauche, certains en prison et d'autres dehors, sont dans une période d'attente et d'expectative.

Certains cadres non identifiés de ces partis essaient de profiter des possibilités légales dans les syndicats, associations et partis de centre gauche...

Donc, il n'est pas encore possible de parler de l'instauration d'une vie politique pluraliste sans que ces partis marxistes ou kurdes ne soient légalisés et ne prennent leur place dans l'éventail politique.

Même la légalisation d'un ou de quelques uns d'entre eux ne constituera jamais le respect du pluralisme politique tant que les autres seront privés du même droit.

Seule une telle démocratisation de la vie politique permettra à chaque opinion de s'exprimer et de s'organiser librement. Et ce n'est qu'après que ces partis marxistes et kurdes pourront se sauver de l'état de dispersion, que les tendances identiques ou les plus proches pourront fusionner entre elles ou les plus faibles se seront fondues au sein des plus fortes, et constitueront ainsi, à gauche de la social-démocratie, une des forces indispensables de la future démocratie en Turquie.

Jusqu'à ce jour, quelle que soit la composition de l'éventail politique, la démocratie en Turquie restera une "démocratie" boiteuse à la turque.

A L'ATTENTION DE NOS LECTEURS

Ce numéro du *Bulletin d'Info-Türk* est entièrement consacré à un seul sujet: DOSSIER SUR LES PARTIS POLITIQUES DE TURQUIE. L'information concernant la terreur d'Etat, la vie politique et sociale en Turquie ainsi que l'immigration turque sera donnée dans le prochain numéro qui paraîtra dans quelques semaines.